

Diplôme ou année d'étude :

..... *1^{er} - Droit*

Groupe : *Division B*

Matière : *Histoire du droit*

Nombre d'intercalaires : 3

HISTOIRE DU DROIT ET SEM2



Session : 1

APPRÉCIATIONS

Le contenu du devoir est très bon et réfléchi. Vous êtes sanctionnés pour la structure proposée (car vous ne suivez pas les règles de la nomenclature)

1^{er} correcteur *AP*

NOTE/20

12,50

C'est correct et intéressant. Une note satisfaisante. Aucun problème.

2^{ème} correcteur

NOTE/20

13,00

J.B
NOTE FINALE EXAMEN

NOTE/20

14,00

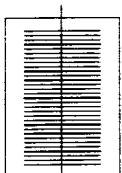
A L'ATTENTION DE L'ÉTUDIANT

Afin de permettre à l'administration d'identifier votre copie, collez sur cette page 2 étiquettes " Code à barres " aux emplacements prévus à cet effet.

POSITIONNEMENT DES ÉTIQUETTES

Pour permettre la lecture optique de l'étiquette, le trait vertical matérialisant l'axe de lecture du code à barres (en haut à droite de votre copie) doit traverser la totalité des barres de ce code.

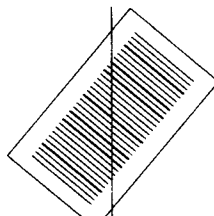
BON



AXE
CODE &
BARRES

EXEMPLES

MAUVAIS



AXE
CODE &
BARRES

1/4

"Citoyens, la Révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée. Elle est finie" disait Napoléon Bonaparte lors de son discours du 15 décembre 1799. Par cette déclaration, le Premier consul, par le biais du Code civil, entend bien effacer les principes révolutionnaires pour installer l'ordre social et les bonnes mœurs. Le droit familial fait une partie importante à laquelle les rédacteurs du Code civil se sont attelés afin d'endiguier et d'encadrer les rapports révolutionnaires sur la matière. L'objectif étant d'être réactionnaire vis à vis des principes d'égalité et de liberté insoufflés par l'esprit des Lumières au cœur de la famille. Ainsi en matière de famille, le Code civil influe un retour aux préceptes familiaux de l'Ancien Régime. Les concepts de prééminence du mari et d'autorité de ce dernier sont réaffirmés. L'influence d'un Montesquieu est aussi palpable dans les mesures adoptées dans le code civil de 1804. Le philosophe auteur de l'Esprit des lois en 1748 affirmait que la famille devait être à l'image de la République afin qu'elle soit prospère et viable. D'ailleurs cette idée est aussi empreinte de la vision monarchique de la famille présente lors de l'Ancien Régime. Le mari doit être le roi dans sa famille. On doit avoir une parallélisme entre la forme de l'Etat et le gouvernement des familles. Le roi, maître absolu dans son royaume, pour faire et défaire la loi; doit être le modèle du mari que ce soit dans la administration de sa famille, son rapport avec les autres individus qui la composent ou encore son pouvoir de sanction. Le mari tel le roi est érigé en véritable chef de la famille. Le terme chef implique deux facettes, c'est tout d'abord l'autorité hiérarchique d'un groupe mais ensuite il ne faut pas oublier que le chef est l'autorité administrative. C'est au regard de ces deux thèmes que, le Code civil, rédigé par des rédacteurs réactionnaires sous l'impulsion d'un Premier consul antiféministe, va disposer de la puissance du mari qui s'exerce sur son épouse mais aussi sur ses enfants. Dans un esprit utilitariste, le mari est érigé en véritable chef de la famille dans

Spécifiez les raisons qui ont amené à des telles conclusions.

2005

(ne rien inscrire dans la marge)

le but d'avoir la meilleure administration de celle-ci. Ainsi le code civil, étant en réaction à la période révolutionnaire, encore fallait-il franchir entre la notion de la famille dans les pays de droit écrit, salus scripta et dans les pays du nord c'est-à-dire les pays de droit coutumier.

Il s'agit de savoir quels sont les traits et caractéristiques du mari - chef la famille, dans le Code civil de 1804? et du père

L'apport du Code civil est double, il a procédé à une restauration de la puissance maritale (I) pour par la suite entamer la réhabilitation de la puissance paternelle (II).

I) La restauration de la puissance maritale.

Le Code civil de 1804 consacre tout d'abord le mari en tant que chef de l'épouse (A) pour par la suite l'ériger en maître de l'association conjugale (B).

A Le mari, chef de l'épouse

L'œuvre de Portalis se inscrit dans la continuité d'un esprit philosophique et doctrinal quant à la subordination de la femme à l'époux (1).

La Révolution ayant quant à elle inséré des principes inférieurs aux yeux des rédacteurs du Code civil (2).

vous devez vous contenter de la notion de mariage : deux parts et deux sous-parts...

Jur en

1 L'inspiration doctrinale des rédacteurs du Code civil.

Très tôt, la subordination de l'épouse à son mari a été traitée. Elle se décode de deux éléments. Il s'agit en premier de la pensée Chrétienne arborée par Saint Paul et Saint Augustin. Le deuxième élément fut la doctrine du droit romain et d'André Tiroqueau. Dans un premier lieu, la doctrine Chrétienne conçoit l'infériorité de la femme de fait la disposition du Nouveau testament et de l'ancien et spécialement

2/4

oui, car tout appartenait à l'esprit d'un chef

parlez plutôt de Tiraqueau

celui de la genèse. Eve est non seulement - apparue - à partir d'une
 côté d'Adam mais de plus l'Homme représenté par Adam a
 été créé à l'image de Dieu. L'Homme est placé en tant que
Berger de la famille dans la mesure où cela est dans l'ordre des
choses. Cependant ce qui est intéressant réside dans le fait que le
 mari et la femme sont égaux d'un point de vue religieux et spirituel.
 Dans un deuxième temps, il faut envisager le apport de la tradition romaine.
 Cette dernière a été revécue à travers Jean Jacques Rousseau au
 XVIII^{ème} siècle et son écriture autour de l'impérabilis res. Dans cette
 conception la femme est considérée comme fragile et légère, et
 l'homme est vu comme fort et brave. Cette idée va être reprise
 par l'auteur André Tiraqueau - qui va clairement exposer l'inégalité
 entre le mari et son épouse, l'homme et la femme. Par conséquent
 le mari doit protection à sa femme, incapable de se protéger elle-même

L. L'apport révolutionnaire : un objet de critique pour les rédacteurs
 de la Révolution a inséré dans la famille et ceux d'une manière systematique,
 le principe d'égalité entre l'homme et son épouse. A titre d'exemple
 on peut citer la loi révolutionnaire sur le divorce qui installe une
 rupture pouvant émaner de l'époux comme de l'épouse. De plus
 le concept de coverture est abolie par les lois révolutionnaires. Ainsi
 dans l'administration des biens, l'épouse dispose des mêmes droits que le
 mari. Il faut aussi noter que la lettre de Exchange est abolie par
 une loi de 1791. Elle permettait dans l'Ancien Régime de faire
 requête au procureur ou au préfet de police afin de incarcérer
sa femme ou son mari - même si dans les faits l'incarcération de
 la femme prévalait - dans une prison, en cas de non-respect pour
 la femme ou de rixes énormes avec son épouse par le mari. Les
 rédacteurs du Code civil étant clairement opposé à ce système souhaitant
 donc réaffirmer en 1804 le principe d'autorité du mari. De plus
 il faut noter que la libéralisation des mœurs au profit de plus de liberté
 pour la femme pendant la période révolutionnaire fut pour Napoléon Bonaparte
 une grande déception. Le dernier pensait que la femme était la propriété
 de l'homme. De plus le système d'André Tiraqueau prévalait sur le concept
 chrétien des relations époux-épouse.

coverture?

1790

et ses enfants

qui

Il s'agit de voir la situation du mari dans ce qui concerne l'association conjugale (B)

B Le mari, chef de l'association conjugale.

✓ Au moment de la rédaction du Code civil, il y eut un débat quant à la détermination de la nature du régime matrimonial à adopter. Les hésitations portaient entre celui des pays coutumiers et celui des pays du Sud (1). Le Code civil de 1804 consacrait alors le régime de communauté entre meubles et acquêts à la grande déception d'un Portalis et à l'aise satisfait d'un Bonnier. Dans celui-ci tous les biens étaient communs et administrés par le mari (2).

1 Le débat au sujet du régime matrimonial ou la confrontation entre deux systèmes.

Les pays de droit écrit, tabula scripta, (pays au sud de la Loire) possédaient avant le Code civil un régime matrimonial dit dotal. Ce dernier distinguait trois catégories de biens. Tout d'abord, les biens du mari dont il avait l'administration, les biens de la femme sur lesquels le mari devait donner son aval et la dote, fournie par les parents dont l'administration était laissée à la femme. Le mari était évincé de la gestion de la dote. Portalis, ancien juriste bordelais était pour la mise en place d'un tel régime séparatiste. L'autre régime, présenté par les pays coutumiers, se basait sur une communauté de biens dont le mari avait l'administration. Ce type de disposition était adaptée au nom de l'union matrimoniale et l'unité de la famille issue du mariage. Après de longs débats, les rédacteurs du Code civil se résolurent à opter pour le régime de communauté de meubles et acquêts et affaissant ainsi l'administration de la femme.

ce sont les biens paraphernaux dont la femme pouvait se disposer

oui, c'est le régime

2. L'effacement de la femme dans l'administration de biens de la famille.

✓ Pour paraphraser un adage du XVIII^e siècle, la femme était considérée comme voulant devenir l'associée du mari sans faire succès

3/4

Les dispositions du Code civil étaient tels que la femme devait bénéficier de l'autorisation de son mari pour tous les actes au sujet des biens du ménage. Elle ne pouvait, à titre d'exemple, vendre un meuble du logis sans le concours de son mari. De plus la femme était frappée de nombreuses incapacités telle que celle d'être en état d'ailleurs un article du Code civil la plaçait dans la situation d'incapacité qu'un fou ou un mineur. L'anti-féminisme du Code civil avait deux sources, la doctrine d'André Figeac et l'antibonisme sexuel précédemment envisagée et l'anti-féminisme des Premiers Consul. Le dernier ayant notamment voulu que soit inséré dans le Code civil un article au sujet des fréquentations de l'épouse. Malgré ces mesures restrictives de la liberté de la femme et consacrant le mari en tant que chef de l'épouse, le Code civil a réservé une place spéciale à la femme. En effet en cas d'absence du mari dans l'administration du ménage, la femme vue comme incapable pourra ne pas subir le paiement des dettes causées par les ennuis du mari mais tout en ne bénéficiant pas des actifs.

art 1124

de contrôle

quels sont les exceptions quant à l'incapacité civile de la femme ?

On a vu que le principe d'autorité était consacré par le Code civil au niveau du couple; le mari étant le chef de l'épouse et de l'association conjugale. Il faut désormais découvrir le cas de la puissance paternelle c'est le rapport entre le mari et ses enfants (II)

II. La réhabilitation de la puissance paternelle.

En terme de puissance paternelle, le Code civil place le mari en tant que maître de ses enfants dans la mesure où son pouvoir de direction est clarifié (A) et son pouvoir de sanction intensifié (B).

A. Un pouvoir de direction clarifié

Le Code civil réalise en ce point un compromis entre les idées révolutionnaires et celles de l'Ancien Régime. En premier lieu, il concilie le consentement des parents (2) tout en restaurant la magistrature du père (2).

1. La restauration de la magistrature du père

La magistrature du père tient aussi de l'une tradition romaine qui est la patria potestas, la magistrature du père implique deux rôles. Elle implique en premier lieu un regard, une direction du père quant à l'éducation de ses enfants. Le main doit fournir selon Montaigne un autem omnipotent dans la pensée des rédacteurs de Code civil, un enseignement de la route c'est-à-dire l'amour des lois et de la Patrie. De l'autre côté, le père doit aussi assurer son ministère ses enfants lui doivent obéissance et respect. La condition de cela est un pouvoir de sanction dont il dispose. Ainsi, de part une lettre de cachet, le père pouvait ordonner l'incarcération de son enfant en cas de faute grave. Les rédacteurs réintègrent cette magistrature du père en réaction avec des tentatives révolutionnaires. En effet sous l'impulsion d'auteurs tel que Trévoux, les révolutionnaires ont voulu détruire le dirigisme paternelle autant que le despotisme royal. Ainsi dans le but de vaincre "le fanatisme de l'égalité" tel que le déclarait le v. comte Portalis, les rédacteurs du Code civil ont mis en place une série de mesures dont la plus importante est l'article 371 de ce dernier dispose que les enfants doivent "obéissance et respect à leurs parents". Néanmoins les idées révolutionnaires n'ont pas été que rejetées puisque le Code civil, sous le consentement des parents au mariage.

2. Le consentement de parents au mariage - une abrogation

Après avoir été introduit par les juristes gallicans et garsiéristes en opposition au Enseignement de papes et soutenus par le roi de France, le consentement nécessaire des parents au mariage est abrogé par le Code civil. Les dispositions de droit du commun du Code civil disposent que toute opposition au mariage peut faire naître une action en dommages et intérêts contre le tiers qui a posé son opposition. Le Code civil efface cette action pour le cas des parents. Les deux derniers disposent d'une liberté quant à l'opposition au mariage de leurs enfants, ceci dans le but de renforcer l'autorité et la force du mariage. De l'autre côté les époux s'étant mariés sans le consentement de leurs parents sont frappés de sanction pénale. La jurisprudence

les en

remplace par l'autorité parentale

en 1556

= condition de validation du mariage

4/4

comment se manifeste la puissance du père?

fonde le concept du rapt de séduction envers ses enfants. Elle s'exerce envers les époux n'ayant pas le concours de leurs parents pour le mariage est adopté par le Code civil. Le consentement des parents devient obligatoire. Après avoir vu le pouvoir de direction disparait par le Code civil, il s'agit désormais de découvrir le pouvoir de sanction dont dispose l'exercice chez Napoléon Bonaparte (B).

B. Un pouvoir de sanction intensifié

Le pouvoir de sanction se dédouble à l'égard de deux notions, l'administration de la quotité disponible par le chef de famille (1) et le pouvoir d'incarcération qui est en ses mains (2)

1. La libre disposition de la quotité disponible.

définition maladroite

La quotité disponible représente la part qui subsiste suite aux déterminations de la part des successions des héritiers. La Révolution a voulu accorder cette quotité disponible dans le but d'égalité des successions pour les enfants légitimes. Ainsi après avoir supprimé le droit d'aînesse, il paraissait inacceptable que ce soit consacré une quotité disponible dont les parents c'est-à-dire le mari pouvait redistribuer au profit d'un enfant ou un autre. Ainsi les révolutionnaires ont fixé cette quotité à un dixième de la succession. Au moment de la rédaction du Code civil de 1804, les rédacteurs ont manifesté leurs volontés de relever la quotité disponible et dans un second temps de fournir au mari la libre disposition de celle-ci. Galvani justifie cela comme un moyen de récompenser l'enfant le plus méritant et non de réparer les injustices comme le soutenait l'opinion générale. Cette quotité disponible fut relevée à un quart, les parents peuvent administrer librement celle-ci. Le pouvoir d'incarcération fut aussi un moyen de réagir contre les mariages révolutionnaires.

c'est un moyen de sanction aussi

2. Le pouvoir d'incarcération

Comme énoncé précédemment dans la France du XIX^{ème} siècle, les parents pouvaient incarcérer leurs enfants au cas de faute de ce dernier ou en manque de respect envers ses parents. C'est une façon d'affirmer

de nouveau la puissance paternelle. Ceci traduit aussi le philosophe des débuts du XVIII^{ème} siècle. On a la fameuse maxime que les problèmes de crime doivent être réglés dès le plus jeune âge sans peine de recrudescence de la violence et du crime. Ainsi le père dispose à l'égard de son enfant, une sanction qui est l'incarcération mais on ne décline pas de l'autre côté transformant les enfants en mendicants ou vagabonds. Ainsi on être mis en place des maisons de correction afin de disposer des enfants rebelles. Le principe de la lettre de cachet est en quelque sorte restant en réaction aux mesures établies par les révolutionnaires. En somme, il faut insister sur la restauration du chef de famille qui a effectué le crime civil à travers la réhabilitation de la puissance parentale et paternelle. De plus de ces mesures comme le pouvoir d'incarcération s'étant inspirées de l'Ancien Régime, et se situant dans un esprit de rejet des mesures révolutionnaires dans l'esprit des réacteurs, une pensée de réaction que peut symboliser cette phrase de José de Bómez Valdivia (philosophe vénéto-espagnol) "Régner, c'est ne pas tomber dans une passe mort, mais à braver à un parti qui tue".

il aurait fallu préciser le déroulement le processus de lettres de cachet